Le futur premier Ministre Thérésa May est contraint de justifier sa position sur la charia

écrit par Laveritetriomphera | 13 juillet 2016

En complément du premier article que nous avons consacré au futur premier Ministre anglais, vous trouverez ci-dessous une analyse de Pamela Geller.

On peut aussi se dire que Le Brexit a du bon, puisque le futur premier ministre britannique est obligé de justifier ses positions (injustifiables) sur la charia.

Alors que Theresa May est sur le point de devenir premier ministre de Grande Bretagne, elle est contrainte de justifier sa position sur la charia.

Par Pamela Geller 12 juillet 2016

Je me réjouis de voir Theresa May devenir premier ministre de Grande Bretagne, elle devra se justifier devant la nation, de sa couardise de poule mouillée quant aux exigences de la charia (comme je l'exprime dans cet article : l'agent de la loi islamique Theresa May est le nouveau premier ministre britannique). Non seulement elle m'a interdit l'entrée dans le Royaume-Uni, mais elle cautionne les féroces tribunaux islamiques, lesquels pénalisent notoirement les femmes. Horreur.

Quelques journalistes se sont rendus en toute discrétion dans ces tribunaux islamiques. Un documentaire fouillé de la BBC, réalisé incognito dans l'un des 85

tribunaux islamiques (lesquels exercent un pouvoir législatif parallèle aux tribunaux officiels du Royaume-Uni) a fait état des mauvais traitements récurrents dont sont victimes les femmes, refusant leur demande de divorce, les obligeant à entamer la procédure de séparation (laquelle n'est pas exigée du mari) et allant jusqu'à leur enlever la garde des enfants, lequel verdict est contraire à la loi britannique. En 2007, la chaîne documentaire 4 a diffusé une série de reportages appelés "divorce conforme à la charia" dans lesquels les musulmans semblaient vouloir imposer la loi islamique en Grande Bretagne.

Lorsque les femmes ont raconté avoir été battues et maltraitées, les "magistrats" s'esclaffaient. Pitoyable.

Et alors que Theresa May "examine" la problématique des tribunaux islamiques, sa démarche a été entendue comme une volonté "d'enterrer l'affaire" dixit The Independent, le 9 Juillet 2016:

L'examen de la problématique des tribunaux islamiques par Theresa May, perçue comme une volonté "d'enterrer l'affaire" avant même que l'inspection ait commencé, alors que plus de 200 personnes ainsi que des groupes de défense des droits de l'homme ont signé une lettre ouverte, demandant au futur premier ministre, de remanier le collège désigné pour superviser l'enquête.

Ils affirment qu'en nommant un religieux musulman à la présidence du groupe d'enquêteurs et en plaçant deux imams dans des rôles consultatifs, la capacité des superviseurs est sérieusement compromise quant à une évaluation impartiale du jugement des tribunaux islamiques lequel peut être en défaveur du droit des femmes.

Quelles sont les références de ces "experts" ?

"Theresa May, alors qu'elle est sur le point de devenir premier ministre, est contrainte de justifier ses positions sur la charia" par Zole O'Brien, The Express, le 12 Juillet 2016 : La veille de sa prise de fonction en tant que chef du parti conservateur, le PROCHAIN premier ministre Theresa May avait défendu son point de vue sur la charia.

Theresa May a suscité la controverse quand elle s'est exprimée en faveur des tribunaux islamiques en activité dans le pays, en déclarant que le Royaume Uni pourrait "bénéficier grandement" des enseignements de la charia.

Le futur chef du parti conservateur a fait un commentaire sur la volonté de Theresa May, d'ouvrir une enquête sur un système juridique qui est blâmé pour le fait de contraindre les femmes à rester avec un conjoint violent. Madame May a déclaré qu'elle craignait que les tribunaux islamiques soient "mal utilisés" et "exploités" pour discriminer les femmes musulmanes, mais elle a défendu la place de ces tribunaux dans la société.

La charia est le système juridique musulman lequel provient à la fois du coran, texte central de l'islam et des fatwas lesquelles sont les décisions des savants islamiques.

On estime qu'une centaine de tribunaux islamiques environ sont actifs au Royaume-Uni, lesquels appliquent la charia en marge du système juridique britannique.

Les jugements rendus par les tribunaux non officiels ne sont pas légalement valides, cependant nous devons craindre, que de par leur activité, beaucoup de femmes musulmanes n'aient pas accès à la justice à laquelle elles ont droit.

Donc, avant qu'elle ne prenne le relais du premier ministre sortant, Theresa May a été contrainte de revoir sa position sur la charia.

Une enquête est en cours afin de déterminer si les femmes sont les victimes de la loi islamique.

Traduit de l'anglais par Lavéritétriomphera.

Source :http://pamelageller.com/2016/07/theresa-may-forced-to-defend-views-on-sharia-law-as-she-prepares-to-enter-no-10.html/